

Lightspeed annonce ses résultats financiers du premier trimestre de 2025 et revoit à la hausse ses perspectives pour le BAIIA ajusté de l'exercice 2025

Total des produits des activités ordinaires de 266,1 M\$, en hausse de 27 % sur 12 mois et supérieur aux prévisions

Amélioration de la perte nette, qui s'est établie à (35,0) M\$, et BAIIA ajusté¹ positif de 10,2 M\$, dépassant les prévisions de 7 M\$

Le VTSPB en pourcentage du VTB s'est chiffré à 36 % pour le trimestre, en hausse par rapport à 22 % à l'exercice précédent

RMPU² trimestriel en hausse de 31 % sur 12 mois, pour un montant record d'environ 502 \$

Rachat par Lightspeed d'environ 2,7 millions d'actions au cours du trimestre pour environ 40 M\$

Lightspeed présente ses résultats en dollars américains et conformément aux IFRS

MONTREAL, le 1^{er} août 2024 /PRNewswire/ - Lightspeed Commerce Inc. (« Lightspeed » ou la « Société ») (TSX | NYSE : LSPD) a annoncé aujourd'hui ses résultats financiers pour le trimestre clos le 30 juin 2024. Lightspeed est la plateforme intégrée de point de vente et de paiement qui permet aux entrepreneurs ambitieux d'accélérer leur croissance, d'offrir la meilleure expérience client et de devenir une destination incontournable dans leur industrie.

« Le trimestre qui vient de se clore était le premier complet après mon retour au poste de chef de la direction de Lightspeed et je suis enthousiasmé par toutes les possibilités que nous proposons à nos clients, a déclaré Dax Dasilva, fondateur et chef de la direction. Une fois de plus, Lightspeed se distingue de par sa gestion des stocks et ses fonctionnalités interentreprises de pointe, lesquelles, de notre avis, ne peuvent être égalées par aucune autre plateforme de vente au détail. En outre, dans le secteur de l'hôtellerie, nous nous préparons à offrir des améliorations de productivité inédites afin de simplifier les activités des restaurants. »

« L'exercice 2025 démarre en trombe grâce à des produits des activités ordinaires et un BAIIA ajusté constaté au premier trimestre supérieurs aux prévisions, a déclaré Asha Bakshani, cheffe des finances. Au cours du dernier exercice, nous avons accru l'adoption des solutions de paiements et adapté notre structure de coûts, ce qui se reflète dans nos résultats d'aujourd'hui. Nous nous concentrons maintenant sur l'accélération de la croissance de nos activités de logiciels dans l'optique de poursuivre notre objectif de croissance rentable. »

Faits saillants financiers du premier trimestre

(À moins d'indication contraire, la période comparative est le trimestre clos le 30 juin 2023.)

- Total des produits des activités ordinaires de 266,1 M\$, en hausse de 27 % sur 12 mois.
- Produits tirés du traitement des transactions de 174,1 M\$, en hausse de 44 % sur 12 mois.
- Produits tirés des abonnements de 83,3 M\$, en hausse de 6 % sur 12 mois.
- Perte nette de (35,0) M\$, ou (0,23) \$ par action, comparativement à une perte nette de (48,7) M\$, ou (0,32) \$ par action, et résultat ajusté¹ de 16,1 M\$, ou 0,10 \$ par action¹, contre une perte ajustée¹ de (2,2) M\$, ou (0,01) \$ par action¹.
- BAIIA ajusté¹ de 10,2 M\$ par rapport à une perte au titre du BAIIA ajusté¹ de (7,0) M\$.
- Dans le cadre de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités, Lightspeed a racheté et annulé 2 673 926 de ses propres actions pour une contrepartie totale, compte tenu des coûts de transaction, de 39,9 M\$.
- Au 30 juin 2024, la trésorerie et les équivalents de trésorerie de Lightspeed se chiffraient à 673,9 M\$.

¹ Mesure ou ratio non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures et ratios non conformes aux IFRS » et au rapprochement à la mesure ou au ratio IFRS le plus directement comparable.
² Exclusion faite des emplacements clients attribuables au produit de commerce électronique distinct d'Ecwid.

Faits saillants opérationnels du premier trimestre

- Lightspeed a lancé plusieurs nouveaux produits et fonctionnalités au cours du trimestre, notamment ce qui suit :
 - Le **programme de fidélisation omnicanal** pour les commerçants utilisant Lightspeed permet aux consommateurs d'accumuler et d'échanger des crédits de fidélisation en magasin et en ligne, et est géré à même le point de vente du commerçant.
 - Les **coûts en magasin** comprennent l'ensemble des coûts liés à un article, y compris les frais d'expédition et les droits de douane, ce qui permet aux commerçants d'établir plus efficacement les prix de leurs produits et services et facilite le rapprochement comptable.
 - Les **emplacements de produits** permettent aux commerçants de situer, à partir du point de vente, l'emplacement des produits dans leur entrepôt ou aires d'entreposage, les employés pouvant ainsi rapidement trouver et emballer les produits et expédier et traiter les commandes.
 - Grâce aux améliorations apportées à la fonction de **gestion et vérification des stocks** sur les versions mobiles et de bureau, les détaillants peuvent simplifier leur méthode de gestion des stocks en comptabilisant en temps opportun les ajustements des stocks nécessaires.
 - Avec une nouvelle fonction de **commentaire sur les produits**, les commerçants sont en mesure de recueillir, de gérer et de mettre de l'avant automatiquement les commentaires des clients.
 - L'**amélioration des photos avec l'IA** accroît considérablement la qualité des photos de produits sur les sites de commerce électronique de Lightspeed, et possiblement stimuler les ventes.
 - **Plus de 12 000 produits pour animaux de compagnie ont été ajoutés au réseau des fournisseurs**, des marques comme YETI et Farmina. Désormais, nos commerçants du secteur des produits pour animaux de compagnie n'ont qu'à balayer un produit ou saisir son nom pour télécharger automatiquement les descriptions et images dans leur point de vente.
 - Améliorations de **NuORDER Assortments** avec l'ajout notamment de nouvelles capacités interentreprises, d'un historique des versions et de rôles pour le partage des assortiments avec les partenaires de marque.
 - **Tableside**, avec la fonction **Tap to Pay**, a été lancé pour Lightspeed Restaurants au Royaume-Uni et au Canada, et la fonction **Tap to Pay on iPhone**, en France et en Australie.
 - Le partenariat pour la livraison avec **Uber Direct** et **Uber Eats** permettra aux commerçants de rejoindre plus facilement une plus grande clientèle.
- Le RMPU^{2, 3} s'est accru de 31 % pour s'établir à environ 502 \$, comparativement à environ 383 \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, propulsé par nos efforts ciblés sur la plateforme intégrée de point de vente et de paiement et l'adoption par les clients affichant un VTB élevé.
- La marge brute s'est établie à 108,2 M\$, en hausse de 23 % sur 12 mois. La marge brute globale s'est chiffrée à 41 %, comparativement à 42 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison de l'adoption de Lightspeed Payments par un plus grand nombre de clients. Les marges brutes liées aux abonnements ont augmenté à 79 % pour le trimestre, comparativement à 75 % au trimestre correspondant de l'exercice précédent, et ce, grâce à nos efforts ciblés visant à contrôler les coûts et à améliorer l'efficacité globale. Les marges brutes liées au traitement des transactions se sont établies à 26 %, ce qui est stable par rapport à il y a un an, Lightspeed Capital aidant à compenser la diminution des frais d'indication de clients.
- Le VTB généré par les plateformes phares de Lightspeed a augmenté de 24 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, preuve que, pour son profil de client recherché et avec ses produits phares, Lightspeed gagne encore en popularité. Le VTB³ total s'est chiffré à 23,6 G\$, en hausse de 1 % sur 12 mois.

³ Indicateur de rendement clé. Se reporter à la rubrique « Indicateurs de rendement clés ».

- Une partie de plus en plus importante du VTB est traitée au moyen des solutions de paiement de la Société. Le VTSPB³ est passé de 5,1 G\$ à la période correspondante de l'exercice précédent à 8,4 G\$ au cours du trimestre, en hausse de 64 %, et ce, principalement en raison des initiatives de plateforme centralisée de solutions de points de vente et de paiement lancées par la Société au cours de l'exercice 2024.
- Le nombre d'emplacements clients ayant un VTB supérieur à 500 000 \$ par année⁴ et le nombre d'emplacements clients ayant un VTB supérieur à 1 M\$ par année⁴ ont tous deux augmenté de 4 % sur 12 mois.
- Lightspeed Capital a connu une forte croissance, les produits des activités ordinaires ayant augmenté de 388 % sur 12 mois.
- Quelques gains importants réalisés :
 - **GBike de Google**, qui comprend trois emplacements sur le campus de Google en Californie, a signé une entente avec Lightspeed Retail pour l'exploitation de ses boutiques de vélos;
 - **Horkans**, qui compte 17 établissements sous trois bannières en Irlande, a récemment adopté Lightspeed Retail;
 - **Karavel Shoes**, au Texas, a choisi Lightspeed Retail afin de bénéficier des avantages qu'offre une plateforme intégrée de logiciel et de solution de paiement pour répondre à ses besoins en matière de suivi des stocks;
 - **Northgate Resorts**, qui compte plus de 20 établissements aux États-Unis, a adopté Lightspeed Restaurant pour gérer les besoins complexes de ses multiples établissements;
 - **Foodmaker**, une chaîne de restaurant santé comprenant plus de 20 emplacements en Europe, a opté pour Lightspeed Restaurant afin de gérer l'exploitation complexe de ses nombreux établissements;
 - **Dineen Coffee**, un café-boutique de Toronto comptant cinq établissements, a choisi Lightspeed Restaurant;
 - Nous avons ajouté des dizaines de marques, dont **Tommy Hilfiger**, **Calvin Klein** et la **marque suisse de chaussures de luxe Bally**, à notre réseau de fournisseurs.
- Après le trimestre, Lightspeed a publié son troisième rapport annuel de durabilité. Parmi les faits saillants, mentionnons la plantation de plus de 1,8 million d'arbres dans le cadre de l'initiative Carbon Friendly Dining de Lightspeed, le déploiement de Lightspeed Capital dans plus de pays, notamment en France, aux Pays-Bas, en Allemagne et en Belgique, afin d'élargir l'offre d'accès aux capitaux pour les commerçants indépendants, et la représentation accrue des femmes au sein de l'équipe de direction de Lightspeed, les postes de haute direction étant maintenant occupés à 50 % par des femmes.

Perspectives financières⁵

Les prévisions suivantes remplacent tous les énoncés précédents de la Société et sont basées sur les attentes actuelles.

Lightspeed demeure confiante que la croissance totale des produits des activités ordinaires pour l'exercice complet atteindra minimalement la barre des 20 %. La Société s'attend à ce que ses initiatives visant à accélérer la croissance des produits tirés des abonnements, comme les ventes prospectives, les hausses de prix et la réaffectation des gestionnaires de comptes à la vente de logiciels, culminent et produisent de résultats à partir de la seconde moitié de l'exercice 2025. De plus, pour l'exercice complet, Lightspeed a revu à la hausse ses perspectives de BAIIA ajusté positif compte tenu des résultats supérieurs aux attentes qu'ont produit les diverses initiatives de réduction des coûts.

⁴ Exclusion faite des emplacements clients et du VTB attribuable au produit de commerce électronique distinct d'Ecwid ainsi qu'aux produits Lightspeed Golf et NuORDER by Lightspeed. Le VTB d'un emplacement client par année est calculé en annualisant le VTB pour les mois au cours desquels l'emplacement client a été actif, et ce, pendant les 12 derniers mois.

⁵ Les perspectives financières sont présentées sous toutes réserves, sont fondées sur un certain nombre d'hypothèses et sont assujetties à un certain nombre de risques qui sont décrits aux rubriques « Énoncés prospectifs » et « Hypothèses des perspectives financières » du présent communiqué.

Pour le deuxième trimestre, il y a fort à parier que nous observerons des tendances semblables à celles du premier trimestre de Lightspeed, la croissance des ventes provenant essentiellement des produits tirés du traitement des transactions, alors que nous continuons d'accroître l'adoption des solutions de paiement de la Société et des services de Lightspeed Capital. En ce qui a trait à la croissance sur 12 mois, pour le deuxième trimestre, la Société devra composer avec la hausse importante, il y a un an, de ses produits des activités ordinaires découlant de l'accroissement notable du nombre de clients ayant commencé à utiliser la plateforme intégrée de solutions de paiement. Qui plus est, nos initiatives visant à faire croître les ventes de logiciels n'auront qu'une incidence partielle sur le prochain trimestre. En conséquence, les perspectives de la Société s'établissent comme suit :

Deuxième trimestre de 2025

- Produits des activités ordinaires estimatifs entre 270 M\$ et 275 M\$
- BAIIA ajusté¹ d'environ 12 M\$

Exercice 2025

- Croissance des produits des activités ordinaires d'au moins 20 %
- BAIIA ajusté¹ d'au moins 45 M\$

Conférence téléphonique et webdiffusion

Lightspeed tiendra une conférence téléphonique et une webdiffusion pour faire le point sur ses résultats financiers à 8 h, heure de l'Est, le jeudi 1^{er} août 2024. Pour accéder à la conférence téléphonique, veuillez vous rendre en ligne à l'adresse <https://registrations.events/direct/Q4174316633>. Après votre inscription, des instructions vous seront fournies pour vous joindre à la conférence : numéro de téléphone, mot de passe unique et code d'identification. À l'heure de la conférence téléphonique, les participants inscrits pourront utiliser le numéro de téléphone fourni dans le courriel de confirmation, puis saisir leur mot de passe unique et leur code d'identification pour accéder directement à la conférence. La webdiffusion sera également transmise en direct à l'onglet Relations avec les investisseurs du site Web de la Société à l'adresse <https://investors.lightspeedhq.com>.

Lightspeed discutera notamment des résultats trimestriels, des perspectives financières et des tendances liées à sa clientèle lors de la conférence téléphonique et de la webdiffusion, et les documents connexes seront accessibles sur le site Web de la Société à l'adresse <https://investors.lightspeedhq.com>. Les investisseurs devraient examiner attentivement les facteurs, les hypothèses et les incertitudes présentés dans ces documents connexes.

On pourra entendre la conférence en reprise du 1^{er} août 2024, à partir d'environ 11 h, heure de l'Est, au 8 août 2024, 23 h 59, heure de l'Est, en composant le 800 770-2030 aux États-Unis et au Canada, ou le 647 362-9199 à l'international, ainsi que le code d'accès 74316. La webdiffusion sera archivée à l'onglet Relations avec les investisseurs du site Web de la Société à l'adresse <https://investors.lightspeedhq.com>.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et le rapport de gestion de Lightspeed pour le trimestre clos le 30 juin 2024 sont accessibles sur son site Web, à l'adresse <https://investors.lightspeedhq.com>, et seront déposés sur SEDAR+, au www.sedarplus.ca, et sur EDGAR, au www.sec.gov.

Hypothèses des perspectives financières

Lors du calcul du BAIIA ajusté inclus dans nos perspectives financières pour le trimestre se terminant le 30 septembre 2024 et l'exercice se terminant le 31 mars 2025, nous avons tenu compte de mesures conformes aux IFRS, notamment des produits des activités ordinaires, du coût direct des produits et des charges d'exploitation. Nos perspectives financières se fondent sur certaines hypothèses, dont les suivantes : les hypothèses relatives à l'inflation, aux variations des taux d'intérêt, aux dépenses de consommation, aux taux de change et aux autres facteurs macroéconomiques; les territoires où Lightspeed mène des activités importantes n'imposeront pas de mesures strictes, comme celles mises en place en réponse à la pandémie de COVID-19; les demandes d'arrêt temporaire d'abonnements et le roulement de la clientèle attribuable aux faillites demeureront conformes aux prévisions; le nombre d'emplacements clients restant conforme aux prévisions (tout particulièrement pour les cohortes affichant un VTB élevé); l'accélération de la croissance des produits tirés des abonnements trimestriels tout au long de l'exercice pour atteindre 10 % à 15 %; les flux de produits des activités ordinaires tirés des recommandations de certains de nos partenaires demeurent conformes à nos attentes (particulièrement avec notre décision de centraliser nos solutions de point de vente et de paiement, puisque nos solutions de paiement ont déjà été perçues par certains de ces partenaires comme étant en concurrence avec leurs propres solutions et pourraient à nouveau l'être); les utilisateurs qui adoptent nos solutions de paiement affichent un VTB moyen correspondant aux prévisions; l'adoption soutenue de nos solutions de paiement conformément à nos attentes du fait de nos efforts continus pour vendre nos solutions de point de vente et de paiement sous forme de plateforme intégrée; les marges brutes reflétant une tendance vers une portion plus importante de produits tirés du traitement des transactions dans la composition des produits des activités ordinaires; notre capacité à fixer les prix de nos solutions de paiement est conforme à nos attentes et nous permet de réaliser des marges convenables et de mettre en œuvre des structures de prix optimisées; notre capacité à gérer le risque de défaut lié aux avances de fonds aux commerçants conformément à nos attentes; les tendances saisonnières pour nos principaux marchés verticaux sont conformes à nos attentes, tout comme leur incidence sur notre VTB et les produits tirés du traitement des transactions; notre capacité à susciter l'adoption de nos modules par notre clientèle; notre capacité à saisir judicieusement les opportunités stratégiques et à tirer les avantages attendus des acquisitions que nous avons réalisées, notamment les synergies attendues à la suite de la priorisation de nos produits phares Lightspeed Retail et Lightspeed Restaurant; l'acceptation et l'adoption par le marché de nos produits phares, y compris la migration des clients existants vers nos produits phares; notre capacité à attirer et à maintenir en poste le personnel clé nécessaire à la réalisation de nos plans; notre capacité à réaliser notre plan de relève; nos attentes quant aux coûts, au calendrier et à l'incidence de notre réorganisation et de nos autres initiatives de réduction des coûts; notre capacité à gérer le roulement de notre clientèle; et notre capacité à gérer les demandes d'escompte des clients. Nos perspectives financières ne tiennent pas compte de l'incidence éventuelle des acquisitions qui pourraient être annoncées ou conclues après la date des présentes. Nos perspectives financières, et notamment les diverses hypothèses qui les sous-tendent, constituent de l'information prospective et doivent être lues dans l'esprit de la mise en garde concernant l'information prospective qui figure ci-après. En raison de nombreux facteurs, nos résultats réels, nos niveaux d'activité, notre rendement ou nos réalisations peuvent sensiblement s'écarter de ceux qui sont exprimés ou sous-entendus dans l'information prospective, y compris les risques et incertitudes liés aux éléments suivants : le contexte macroéconomique des PME, notamment l'inflation, les variations de taux d'intérêt et les tendances de consommation; l'instabilité du secteur bancaire; les fluctuations du change; toute pandémie ou crise sanitaire mondiale; l'invasion de l'Ukraine par la Russie, y compris les réactions à celle-ci; la guerre entre Israël et le Hamas, y compris les réactions à celle-ci; l'incertitude et les changements découlant des élections aux États-Unis et en Europe; notre incapacité à attirer et à retenir des clients, notamment chez les clients affichant un VTB élevé; notre incapacité à augmenter nos ventes; notre incapacité à mettre en place notre stratégie de croissance; notre incapacité à accroître de façon soutenue l'adoption de nos solutions de paiement, y compris dans le cadre de notre initiative visant à vendre nos solutions de point de vente et de paiement sous la forme d'une plateforme intégrée; notre capacité à réaliser de manière fructueuse nos initiatives relatives à la tarification et aux forfaits; les risques liés à notre programme d'avances de fonds aux commerçants; notre capacité à continuer d'offrir des avances de fonds aux commerçants et à faire évoluer notre programme d'avances de fonds aux commerçants

conformément à nos attentes; notre appui sur un nombre restreint de fournisseurs de services infonuagiques et de fournisseurs des composantes de la technologie que nous offrons sur nos solutions de paiement; notre capacité à gérer et à maintenir les intégrations entre notre plateforme et certaines plateformes de tiers; notre capacité à maintenir des stocks suffisants de matériel informatique; notre incapacité à améliorer la fonctionnalité, la performance, la fiabilité, la conception, la sécurité et l'extensibilité de notre plateforme; notre capacité à prévenir et à gérer les atteintes à la sécurité de l'information ou d'autres menaces à la cybersécurité; notre capacité à livrer concurrence; les relations stratégiques avec des tiers; notre appui sur l'intégration de solutions de traitement de paiement de tiers; la compatibilité de nos solutions avec les applications et les systèmes de tiers; l'évolution de la technologie sur laquelle repose notre plateforme; notre capacité à intégrer efficacement des solutions d'intelligence artificielle dans nos activités et notre exploitation; notre capacité à obtenir, maintenir et protéger notre propriété intellectuelle; les risques liés aux activités internationales et à l'usage de notre plateforme dans différents pays; notre situation de trésorerie et nos ressources en capital; les litiges en cours et imminents et la conformité à la réglementation; les changements dans la législation fiscale et son application; notre aptitude à accroître nos moyens et nos capacités en matière de vente, de commercialisation et de soutien; notre capacité à réaliser notre réorganisation et nos initiatives de réduction des coûts; notre capacité à réaliser des investissements futurs dans nos activités au moyen de dépenses d'investissement; notre capacité à exécuter avec succès nos stratégies d'affectation du capital; et le maintien de la qualité de notre service à la clientèle et de notre réputation. L'information prospective a pour but de fournir au lecteur une description des attentes de la direction quant à notre rendement financier. Elle peut ne pas convenir à d'autres buts.

À propos de Lightspeed

Propulsant les commerces qui sont le moteur de l'économie mondiale, la plateforme de commerce tout-en-un de Lightspeed aide les commerçants à innover afin de simplifier, adapter et offrir des expériences client exceptionnelles. Notre solution commerciale d'infonuagique transforme et intègre les opérations en ligne et hors ligne, les ventes omnicanales, l'expansion avec de nouveaux emplacements, les paiements internationaux, les solutions financières et la connexion aux réseaux de fournisseurs.

Fondée en 2005 à Montréal, au Canada, Lightspeed est inscrite à la fois à la Bourse de New York (NYSE : LSPD) et à celle de Toronto (TSX : LSPD). Avec des équipes en Amérique du Nord, en Europe et en Asie-Pacifique, la Société est au service d'entreprises des secteurs du commerce de détail et de l'hôtellerie, ainsi que d'exploitants de terrains de golf dans plus d'une centaine de pays.

Pour un complément d'information : www.lightspeedhq.com

Réseaux sociaux : [LinkedIn](#), [Facebook](#), [Instagram](#), [YouTube](#) et [X](#) (anciennement Twitter)

Mesures et ratios non conformes aux IFRS

L'information présentée dans ce communiqué inclut certaines mesures financières non conformes aux IFRS telles que le « BAIIA ajusté », le « résultat ajusté », les « flux de trésorerie disponibles ajustés », la « marge brute non conforme aux IFRS », les « frais généraux et administratifs non conformes aux IFRS », les « frais de recherche et développement non conformes aux IFRS » et les « frais de vente et de commercialisation non conformes aux IFRS », ainsi que certains ratios financiers non conformes aux IFRS tels que le « résultat ajusté par action – de base et dilué », la « marge brute non conforme aux IFRS en pourcentage des produits des activités ordinaires », les « frais généraux et administratifs non conformes aux IFRS en pourcentage des produits des activités ordinaires », les « frais de recherche et développement non conformes aux IFRS en pourcentage des produits des activités ordinaires » et les « frais de vente et de commercialisation non conformes aux IFRS en pourcentage des produits des activités ordinaires ». Ces mesures et ratios ne sont pas reconnus par les IFRS, n'ont pas un sens standardisé prescrit par les IFRS et ne sont probablement pas comparables à des mesures et ratios analogues présentés par d'autres entreprises. Ils s'ajoutent plutôt aux mesures et ratios IFRS et constituent un complément d'information utile à une compréhension plus approfondie de nos résultats d'exploitation, tels que les comprend notre direction. Par conséquent, il faudrait se garder de considérer ces mesures et ratios isolément ou comme un substitut à l'analyse de notre information financière conforme aux IFRS. Ces mesures et ratios non conformes aux IFRS constituent pour l'investisseur des mesures et ratios supplémentaires de notre rendement d'exploitation et font ainsi ressortir les tendances qui touchent nos activités principales susceptibles de passer inaperçues lorsqu'on se fie uniquement aux mesures et ratios IFRS. Nous sommes également d'avis que les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et d'autres parties intéressées utilisent fréquemment des mesures et ratios non conformes aux IFRS pour évaluer les sociétés émettrices. Notre direction se sert aussi des mesures et ratios non conformes aux IFRS pour comparer le rendement de l'exploitation d'une période à l'autre, préparer les budgets d'exploitation et les prévisions, et déterminer les composantes de la rémunération de la direction.

Le « **BAIIA ajusté** » est défini comme la perte nette après intérêts, impôt et amortissement, ou comme le BAIIA, après ajustement tenant compte de la rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent, de la charge de rémunération liée à des acquisitions déjà conclues, des profits et pertes de change, des frais liés aux transactions, des frais de restructuration, des provisions pour litiges et de la dépréciation du goodwill. Nous sommes d'avis que le BAIIA ajusté constitue une mesure supplémentaire utile du rendement d'exploitation de la Société, car il permet d'illustrer les tendances sous-jacentes de nos activités qui pourraient autrement être éclipsées par l'incidence des produits ou des charges qui ne sont pas représentatifs du rendement d'exploitation de base de nos activités.

Le « **résultat ajusté** » est défini comme la perte nette compte non tenu de l'amortissement des immobilisations incorporelles, après ajustement tenant compte de la rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent, de la charge de rémunération liée à des acquisitions déjà conclues, des profits et pertes de change, des frais liés aux transactions, des frais de restructuration, des provisions pour litiges, de la charge (du produit) d'impôt différé et de la dépréciation du goodwill. Nous utilisons cette mesure car nous estimons que l'exclusion de l'amortissement des immobilisations incorporelles et de certaines autres charges hors trésorerie ou non liées aux activités d'exploitation fournit une mesure supplémentaire utile de notre rendement d'exploitation puisqu'elle permet une comparaison plus précise d'une période à l'autre.

Le « **résultat ajusté par action – de base et dilué** » est défini comme le résultat ajusté divisé par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (de base et dilué). Nous utilisons le résultat ajusté par action – de base et dilué dans le but de fournir une mesure supplémentaire utile du rendement de nos activités, par action (de base et dilué).

Les « **flux de trésorerie disponibles ajustés** » sont définis comme les entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités d'exploitation, après ajustement tenant compte du paiement des montants liés aux frais de développement interne inscrits à l'actif, de paiements au titre des acquisitions d'immobilisations corporelles ainsi que des entrées et sorties de trésorerie liées aux avances de fonds aux commerçants. Nous utilisons cette mesure car nous estimons que l'inclusion ou l'exclusion de certaines entrées et sorties de trésorerie fournit une mesure supplémentaire utile puisqu'elle donne aux investisseurs un meilleur aperçu de la capacité de la Société à générer des flux de trésorerie.

La « **marge brute non conforme aux IFRS** » est définie comme la marge brute après ajustement pour tenir compte de la rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent. Nous utilisons cette mesure car nous estimons que l'exclusion de la rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent fournit une mesure supplémentaire utile de notre rendement puisqu'elle donne aux investisseurs un meilleur aperçu du rendement et de la rentabilité de la Société.

La « **marge brute non conforme aux IFRS en pourcentage des produits des activités ordinaires** » est calculée en divisant la marge brute non conforme aux IFRS par le total des produits des activités ordinaires. Nous utilisons ce ratio, car nous estimons que l'exclusion de la rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent fournit une mesure supplémentaire utile de notre rendement puisqu'elle donne aux investisseurs un meilleur aperçu du rendement et de la rentabilité de la Société.

Les « **frais généraux et administratifs non conformes aux IFRS** » sont définis comme les frais généraux et administratifs après ajustement pour tenir compte de la rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent, des frais liés aux transactions et des provisions pour litiges. Nous utilisons cette mesure car nous estimons que l'exclusion de certaines charges fournit aux investisseurs une mesure supplémentaire utile de nos charges d'exploitation.

Les « **frais généraux et administratifs non conformes aux IFRS en pourcentage des produits des activités ordinaires** » sont calculés en divisant les frais généraux et administratifs non conformes aux IFRS par le total des produits des activités ordinaires. Nous utilisons ce ratio, car nous estimons que l'exclusion de certaines charges fournit aux investisseurs une mesure supplémentaire utile de nos charges d'exploitation.

Les « **frais de recherche et développement non conformes aux IFRS** » sont définis comme les frais de recherche et développement après ajustement pour tenir compte de la rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent. Nous utilisons cette mesure car nous estimons que l'exclusion de la rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent fournit aux investisseurs une mesure supplémentaire utile de nos charges d'exploitation.

Les « **frais de recherche et développement non conformes aux IFRS en pourcentage des produits des activités ordinaires** » sont calculés en divisant les frais de recherche et développement non conformes aux IFRS par le total des produits des activités ordinaires. Nous utilisons ce ratio, car nous estimons que l'exclusion de la rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent fournit aux investisseurs une mesure supplémentaire utile de nos charges d'exploitation.

Les « **frais de vente et de commercialisation non conformes aux IFRS** » sont définis comme les frais de vente et de commercialisation après ajustement pour tenir compte de la rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent. Nous utilisons cette mesure car nous estimons que l'exclusion de la rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent fournit aux investisseurs une mesure supplémentaire utile de nos charges d'exploitation.

Les « **frais de vente et de commercialisation non conformes aux IFRS en pourcentage des produits des activités ordinaires** » sont calculés en divisant les frais de vente et de commercialisation non conformes aux IFRS par le total des produits des activités ordinaires. Nous utilisons ce ratio, car nous estimons que l'exclusion de la rémunération à base d'actions et des charges sociales qui s'y rapportent fournit aux investisseurs une mesure supplémentaire utile de nos charges d'exploitation.

Se reporter aux tableaux financiers ci-après pour un rapprochement des mesures financières et ratios financiers non conformes aux IFRS.

Indicateurs de rendement clés

La surveillance des indicateurs de rendement clés suivants nous permet d'évaluer notre entreprise, de mesurer notre rendement, d'identifier les tendances qui touchent nos activités, d'établir des plans d'entreprise et de prendre des décisions stratégiques. Ces indicateurs de rendement clés constituent pour l'investisseur des mesures supplémentaires de notre rendement d'exploitation et font ainsi ressortir les tendances qui touchent nos activités principales susceptibles de passer inaperçues lorsqu'on se fie uniquement aux mesures et ratios IFRS. Nous sommes également d'avis que les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et d'autres parties intéressées utilisent fréquemment les mesures propres à un secteur pour évaluer les sociétés émettrices. La méthode dont nous nous servons pour calculer nos indicateurs de rendement clés peut se révéler différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises pour calculer des mesures analogues.

Revenu moyen par utilisateur. Le « **revenu moyen par utilisateur** » ou « **RMPU** » correspond au total des produits tirés des abonnements et de solutions de traitement de transactions de la Société pour la période, divisé par le nombre d'emplacements clients de la Société pour cette période. Nous utilisons cette mesure car nous estimons qu'elle constitue une mesure supplémentaire utile de nos progrès en matière de croissance des produits que nous tirons de notre clientèle. Pour plus de précision, le nombre d'emplacements clients de la Société pour la période correspond au nombre moyen d'emplacements clients tout au long de la période.

Emplacements clients. Un « **emplacement client** » s'entend de l'emplacement d'un commerçant facturable pour lequel un contrat de service est en vigueur ou dont le renouvellement est en négociation et, dans le cas de NuORDER, d'une marque avec un abonnement direct ou indirect payé pour lequel un contrat de service est en vigueur ou dont le renouvellement est en négociation. Un seul client distinct peut avoir plusieurs emplacements clients, qu'il s'agisse d'emplacements physiques ou de sites de commerce électronique et, dans le cas de NuORDER, des abonnements multiples. Nous utilisons cette mesure car nous estimons que notre capacité à accroître le nombre d'emplacements clients affichant un VTB par année élevé qui utilisent notre plateforme est un indicateur de notre succès au chapitre de la pénétration de marché et de la croissance de notre entreprise. Le VTB d'un emplacement client par année est calculé en annualisant le VTB pour les mois au cours desquels l'emplacement client a été actif, et ce, pendant les 12 derniers mois.

Volume traité par les solutions de paiement brut. Le « **volume traité par les solutions de paiement brut** » ou « **VTSPB** » désigne la valeur totale en dollars des transactions traitées, compte non tenu des montants traités au moyen de la solution NuORDER, au cours de la période par nos solutions de paiement pour lesquelles nous agissons à titre de partie principale dans l'entente avec un client, déduction faite des remboursements, ce qui inclut les frais de transport et de manutention, des droits de douane et des taxes à la valeur ajoutée. Nous utilisons cette mesure car nous sommes d'avis qu'une croissance du VTSPB est un indicateur de la force de nos solutions de paiement. À mesure que le nombre d'emplacements clients utilisant nos solutions de paiement augmente, particulièrement ceux affichant un VTB élevé, nous générons un VTSPB plus élevé et constatons une hausse des produits tirés du traitement des transactions. Nous avons exclu de notre VTSPB les montants traités au moyen de la solution NuORDER parce qu'ils représentent un volume de transactions interentreprises plutôt qu'un volume de transactions

d'entreprise à particulier et que nous n'avons actuellement pas de solution de paiement robuste pour le volume de transactions interentreprises.

Volume de transactions brut. Le « volume de transactions brut » ou « VTB » correspond à la valeur totale en dollars des transactions traitées sur notre plateforme infonuagique SaaS (compte non tenu des montants traités par la solution NuORDER) pour une période donnée, après déduction des remboursements, et avant déduction des frais de transport et de manutention, des droits de douane et des taxes à la valeur ajoutée. Nous utilisons cette mesure car nous estimons que le VTB est un indicateur du succès de nos clients et de la vigueur de notre plateforme. Le VTB ne représente pas des produits que nous avons gagnés. Nous avons exclu de notre VTB les montants traités au moyen de la solution NuORDER parce qu'ils représentent un volume de transactions interentreprises plutôt qu'un volume de transactions d'entreprise à particulier et que nous n'avons actuellement pas de solution de paiement robuste pour le volume de transactions interentreprises.

Énoncés prospectifs

Le présent communiqué contient de l'« information prospective » et des « énoncés prospectifs » (ensemble, l'« information prospective »), au sens où l'entendent les lois sur les valeurs mobilières pertinentes. L'information prospective peut se rapporter aux perspectives financières (notamment les produits des activités ordinaires et le BAIIA ajusté) et aux événements ou résultats prévus; elle peut comprendre des renseignements sur notre situation financière, notre stratégie d'affaires, nos stratégies de croissance, les marchés à notre portée, nos budgets, nos activités d'exploitation, nos résultats financiers, nos impôts, notre politique en matière de dividendes, nos plans et nos objectifs. En particulier, est considérée comme prospective l'information sur nos attentes à l'égard des résultats, du rendement, des réalisations, des perspectives et des possibilités futurs ou des marchés sur lesquels nous exerçons nos activités; les conditions macroéconomiques telles que les pressions inflationnistes, la hausse des taux d'intérêt et l'intensification de l'incertitude économique mondiale; nos attentes quant aux coûts, au calendrier et à l'incidence de la réorganisation et des initiatives de réduction des coûts ainsi que des changements de personnel; nos attentes concernant les dépenses d'investissement et les stratégies d'affectation du capital (y compris notre programme de rachat d'actions); l'instabilité géopolitique, le terrorisme, la guerre et d'autres conflits mondiaux tels que l'invasion de l'Ukraine par la Russie et la guerre entre Israël et le Hamas; ainsi que l'information sur nos attentes concernant les tendances du secteur d'activité et des dépenses de consommation, nos taux de croissance, la réalisation de développements de notre plateforme et l'expansion de celle-ci, l'accent mis sur les clients affichant un VTB élevé et ayant des besoins complexes, nos produits d'exploitation et le potentiel de nos solutions de paiement et autres solutions à dégager des produits d'exploitation, l'incidence de notre initiative visant à vendre nos solutions de point de vente et de paiement sous la forme d'une plateforme intégrée, nos initiatives relatives à la tarification et aux forfaits, nos marges brutes et notre rentabilité future, les résultats et les synergies au terme d'acquisitions, l'incidence des litiges en cours et imminents, l'incidence des fluctuations des taux de change sur nos résultats d'exploitation, nos plans et stratégies d'affaires et notre position concurrentielle dans notre secteur d'activité.

Dans certains cas, l'information prospective se signale par la terminologie utilisée : « prévoir », « cibler », « s'attendre à », « il existe une possibilité que », « budget », « calendrier », « estimation », « suggérer », « perspectives », « prévision », « projection », « éventuel », « stratégie », « avoir l'intention de », « croire », « estimer » ainsi que diverses variations ou flexions de ces termes, notamment au futur, au conditionnel ou à la forme négative, de même que des mots, expressions ou énoncés stipulant que certains événements, résultats, actions ou mesures peuvent ou pourraient « se produire », « survenir », « être atteints » ou « être prises », ou l'inverse, et d'autres termes ou expressions de même nature. En outre, tout énoncé qui se rapporte à des attentes, intentions, projections ou autres allusions à des événements ou circonstances futurs contient de l'information prospective. Les énoncés contenant de l'information prospective ne concernent pas des faits passés; ils représentent les attentes, les estimations et les projections de la direction à l'égard d'événements ou de circonstances futurs.

L'information prospective est nécessairement fondée sur des opinions, estimations et hypothèses que nous jugeons appropriées et raisonnables à la date à laquelle elle est établie. L'information prospective est subordonnée à des risques connus ou inconnus, des incertitudes, des hypothèses et d'autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats, les niveaux d'activité, le rendement ou les réalisations obtenus soient largement différents de ceux qui sont expressément ou implicitement exprimés dans l'information prospective. Ces facteurs de risque englobent notamment ceux mentionnés dans notre plus récent rapport de gestion, dans la rubrique « Facteurs de risque » de notre plus récente notice annuelle et dans les autres documents que nous avons déposés auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières et de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, qui peuvent être consultés sur SEDAR+, à l'adresse www.sedarplus.com, ou sur EDGAR, à l'adresse www.sec.gov.

Nous avons tenté de cerner tous les facteurs de risque importants susceptibles de faire en sorte que les résultats réels s'écartent de manière significative de ceux exposés dans l'information prospective; cependant, d'autres facteurs de risque qui ne sont pas connus pour l'instant ou que nous estimons négligeables à l'heure actuelle pourraient avoir cet effet. Le lecteur est prié de ne pas se fier indûment à l'information prospective, qui n'est valable qu'à la date à laquelle elle est établie. L'information prospective contenue dans le présent communiqué représente nos attentes à la date d'établissement de celui-ci (ou à toute autre date mentionnée) et est susceptible de changer après cette date. Nous nous dégageons de toute intention, de toute obligation et de tout engagement de mettre à jour ou de réviser l'information prospective, que ce soit par suite de nouvelles informations ou d'événements à venir ou pour toute autre raison, sauf si les lois sur les valeurs mobilières en vigueur l'exigent. Toute l'information prospective contenue dans le présent communiqué est expressément assujettie à la mise en garde qui précède.

Personnes-ressources :

Asha Bakshani

Cheffe des finances

Gus Papageorgiou

Responsable des relations avec les investisseurs

investorrelations@lightspeedhq.com

SOURCE : Lightspeed Commerce Inc.

États consolidés intermédiaires résumés du résultat net et du résultat global
(en milliers de dollars américains, sauf les nombres d'actions et les montants par action, non audité)

| | Trimestres clos les | |
|--|---------------------|--------------------|
| | 2024 | 2023 |
| | \$ | \$ |
| Produits des activités ordinaires | | |
| Abonnements | 83 314 | 78 727 |
| Traitement des transactions | 174 054 | 120 970 |
| Matériel informatique et autres produits | 8 723 | 9 389 |
| Total des produits des activités ordinaires | 266 091 | 209 086 |
| Coût direct des produits | | |
| Abonnements | 17 507 | 19 340 |
| Traitement des transactions | 127 952 | 89 019 |
| Matériel informatique et autres produits | 12 424 | 12 822 |
| Total du coût direct des produits | 157 883 | 121 181 |
| Marge brute | 108 208 | 87 905 |
| Charges d'exploitation | | |
| Frais généraux et administratifs | 31 856 | 24 944 |
| Recherche et développement | 27 471 | 34 035 |
| Vente et commercialisation | 57 070 | 55 288 |
| Amortissement des immobilisations corporelles | 1 973 | 1 457 |
| Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation | 1 394 | 2 230 |
| Perte de change | 85 | 671 |
| Charge de rémunération liée à des acquisitions | — | 2 545 |
| Amortissement des immobilisations incorporelles | 22 895 | 24 505 |
| Restructuration | 9 541 | 472 |
| Total des charges d'exploitation | 152 285 | 146 147 |
| Perte d'exploitation | (44 077) | (58 242) |
| Produit d'intérêts net | 10 166 | 10 362 |
| Perte avant impôt sur le résultat | (33 911) | (47 880) |
| Charge (produit) d'impôt | | |
| Exigible | 801 | 1 215 |
| Différé | 300 | (392) |
| Total de la charge d'impôt | 1 101 | 823 |
| Perte nette | (35 012) | (48 703) |
| Autres éléments du résultat global | | |
| Éléments pouvant être reclassés dans la perte nette | | |
| Écarts de conversion liés aux établissements à l'étranger | 240 | (600) |
| Variation du profit net latent (de la perte nette latente) sur les instruments de couverture de flux de trésorerie, déduction faite de l'impôt | (514) | 978 |
| Total des autres éléments du résultat global | (274) | 378 |
| Total du résultat global | (35 286) | (48 325) |
| Perte nette par action – de base et diluée | (0,23) | (0,32) |
| Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires – de base et dilué | 154 744 336 | 152 523 457 |

États consolidés intermédiaires résumés de la situation financière
(en milliers de dollars américains, non audité)

| | Aux | |
|---|-------------------------|-------------------------|
| | 30 juin 2024 | 31 mars 2024 |
| | \$ | \$ |
| Actif | | |
| Actif courant | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 673 948 | 722 102 |
| Créances clients et autres débiteurs | 46 384 | 62 284 |
| Avances de fonds aux commerçants | 87 538 | 74 236 |
| Stocks | 18 256 | 16 492 |
| Autres actifs courants | 47 393 | 42 786 |
| Total de l'actif courant | 873 519 | 917 900 |
| Actifs au titre de droits d'utilisation liés à un contrat de location, montant net | 17 574 | 17 075 |
| Immobilisations corporelles, montant net | 19 296 | 20 496 |
| Immobilisations incorporelles, montant net | 207 417 | 227 031 |
| Goodwill | 1 349 375 | 1 349 235 |
| Autres actifs non courants | 41 136 | 42 865 |
| Actif d'impôt différé | 319 | 552 |
| Total de l'actif | 2 508 636 | 2 575 154 |
| Passif et capitaux propres | | |
| Passif courant | | |
| Créditeurs et charges à payer | 65 492 | 68 679 |
| Obligations locatives | 7 069 | 6 942 |
| Passif d'impôt exigible | 1 241 | 1 709 |
| Produits différés | 67 225 | 67 336 |
| Total du passif courant | 141 027 | 144 666 |
| Produits différés | 765 | 851 |
| Obligations locatives | 16 204 | 16 269 |
| Autres passifs non courants | 794 | 967 |
| Total du passif | 158 790 | 162 753 |
| Capitaux propres | | |
| Capital-actions | 4 301 323 | 4 362 691 |
| Capital apporté supplémentaire | 211 990 | 213 918 |
| Cumul des autres éléments du résultat global | (4 319) | (4 045) |
| Déficit cumulé | (2 159 148) | (2 160 163) |
| Total des capitaux propres | 2 349 846 | 2 412 401 |
| Total du passif et des capitaux propres | 2 508 636 | 2 575 154 |

Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie
(en milliers de dollars américains, non audité)

| | Trimestres clos les | |
|--|----------------------------|-----------------|
| | 30 juin | |
| | 2024 | 2023 |
| | \$ | \$ |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation | | |
| Perte nette | (35 012) | (48 703) |
| Éléments sans effet sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie | | |
| Rémunération à base d'actions liée à des acquisitions | — | 2 469 |
| Amortissement des immobilisations incorporelles | 22 895 | 24 505 |
| Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs au titre de droits d'utilisation liés à un contrat de location | 3 367 | 3 687 |
| Impôt sur le résultat différé | 300 | (392) |
| Charge de rémunération à base d'actions | 11 328 | 17 823 |
| Perte de change latente | 3 | 322 |
| (Augmentation) diminution des actifs d'exploitation et augmentation (diminution) des passifs d'exploitation | | |
| Créances clients et autres débiteurs | 15 576 | 13 682 |
| Avances de fonds aux commerçants | (13 302) | (11 054) |
| Stocks | (1 764) | (1 810) |
| Autres actifs | (3 259) | (3 940) |
| Créditeurs et charges à payer | (3 361) | (8 172) |
| Passif d'impôt exigible | (468) | (3 817) |
| Produits différés | (197) | (563) |
| Autres passifs non courants | (173) | 235 |
| Produit d'intérêts net | (10 166) | (10 362) |
| Total – activités d'exploitation | (14 233) | (26 090) |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement | | |
| Entrées d'immobilisations corporelles | (847) | (1 070) |
| Entrées d'immobilisations incorporelles | (3 269) | (2 285) |
| Produit d'intérêts | 10 985 | 10 496 |
| Total – activités d'investissement | 6 869 | 7 141 |
| Flux de trésorerie liés aux activités de financement | | |
| Produit de l'exercice d'options sur actions | 1 349 | 1 217 |
| Frais d'émission d'actions | — | (76) |
| Actions rachetées et annulées | (39 946) | — |
| Règlement d'obligations locatives et variations de dépôts de location soumis à restrictions | (2 141) | (2 066) |
| Coûts de financement | (40) | — |
| Total – activités de financement | (40 778) | (925) |
| Incidence des variations du change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie | (12) | (3) |
| Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de la période | (48 154) | (19 877) |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période | 722 102 | 800 154 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période | 673 948 | 780 277 |
| Impôt sur le résultat payé | 1 056 | 5 067 |

Rapprochement des résultats conformes et non conformes aux IFRS**BAIIA ajusté**

(en milliers de dollars américains, non audité)

| | Trimestres clos les | |
|--|---------------------|----------------|
| | 30 juin | |
| | 2024 | 2023 |
| | \$ | \$ |
| Perte nette | (35 012) | (48 703) |
| Rémunération à base d'actions et charges sociales qui s'y rapportent ¹⁾ | 11 674 | 18 733 |
| Amortissement ²⁾ | 26 262 | 28 192 |
| Perte de change ³⁾ | 85 | 671 |
| Produit d'intérêts net ²⁾ | (10 166) | (10 362) |
| Rémunération liée à des acquisitions ⁴⁾ | — | 2 545 |
| Frais liés aux transactions ⁵⁾ | 685 | 609 |
| Restructuration ⁶⁾ | 9 541 | 472 |
| Provisions pour litiges ⁷⁾ | 6 053 | 9 |
| Charge d'impôt | 1 101 | 823 |
| BAIIA ajusté | 10 223 | (7 011) |

- 1) Ce poste se compose d'une charge hors trésorerie comptabilisée dans le cadre de l'émission d'options sur actions et autres attributions à nos employés et administrateurs aux termes de nos régimes d'intéressement à base de titres de capitaux propres, et des charges sociales en trésorerie qui s'y rapportent, étant donné que ces charges sont directement imputables à la rémunération à base d'actions; les charges peuvent comprendre des estimations et sont donc susceptibles de changer. Pour le trimestre clos le 30 juin 2024, la charge de rémunération à base d'actions se chiffrait à 11 328 \$ (charge de 17 823 \$ en juin 2023), et les charges sociales qui s'y rapportent correspondaient à une charge de 346 \$ (charge de 910 \$ en juin 2023). Ces montants sont inclus dans le coût direct des produits, les frais généraux et administratifs, les frais de recherche et développement, et les frais de vente et de commercialisation (se reporter à la note 6 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour un complément d'information).
- 2) Conformément à IFRS 16 *Contrats de location*, pour le trimestre clos le 30 juin 2024, la perte nette comprend un amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation de 1 394 \$ et une charge d'intérêts liée aux obligations locatives de 354 \$, et exclut des charges locatives de 2 110 \$ (2 230 \$, 287 \$ et 2 066 \$, respectivement, pour le trimestre clos le 30 juin 2023).
- 3) Ces profits et pertes hors trésorerie sont liés à la conversion de devises.
- 4) Ces coûts représentent une portion de la contrepartie versée aux entreprises acquises qui dépend des obligations d'emploi continu de certains membres du personnel clés des entreprises acquises en question, ou de l'atteinte de certains critères de performance.
- 5) Ces frais se rapportent aux honoraires professionnels, juridiques et comptables, aux honoraires de services-conseils et autres honoraires liés à nos premiers appels publics à l'épargne et à nos acquisitions qui n'auraient par ailleurs pas été engagés. Ces coûts sont inclus dans les frais généraux et administratifs.
- 6) Certaines fonctions et la structure de gestion connexe ont été modifiées afin de réaliser des synergies et d'assurer une agilité organisationnelle. Au cours du trimestre clos le 30 juin 2024, nous avons annoncé une réorganisation visant à rationaliser le modèle d'exploitation de la Société tout en continuant de mettre l'accent sur la croissance rentable. Les frais associés à la réorganisation ont été comptabilisés à titre de frais de restructuration (se reporter à la note 14 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour un complément d'information).
- 7) Ces montants représentent les provisions constituées, les montants des règlements et les autres coûts, tels que les honoraires juridiques, engagés à l'égard de certains litiges, déduction faite des montants reçus au titre des assurances et des produits d'indemnisation. Ces montants sont inclus dans les frais généraux et administratifs (se reporter à la note 14 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour un complément d'information).

Rapprochement des résultats conformes et non conformes aux IFRS (suite)
Résultat ajusté et résultat ajusté par action – de base et dilué
(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d’actions et les montants par action, non audité)

| | Trimestres clos les | |
|--|---------------------|--------------------|
| | 30 juin | |
| | 2024 | 2023 |
| | \$ | \$ |
| Perte nette | (35 012) | (48 703) |
| Rémunération à base d’actions et charges sociales qui s’y rapportent ¹⁾ | 11 674 | 18 733 |
| Amortissement des immobilisations incorporelles | 22 895 | 24 505 |
| Rémunération liée à des acquisitions ²⁾ | — | 2 545 |
| Frais liés aux transactions ³⁾ | 685 | 609 |
| Restructuration ⁴⁾ | 9 541 | 472 |
| Provisions pour litiges ⁵⁾ | 6 053 | 9 |
| Charge (produit) d’impôt différé | 300 | (392) |
| Résultat ajusté | 16 136 | (2 222) |
| Nombre moyen pondéré d’actions ordinaires – de base et dilué⁶⁾ | 154 744 336 | 152 523 457 |
| Perte nette par action – de base et diluée | (0,23) | (0,32) |
| Résultat ajusté par action – de base et dilué | 0,10 | (0,01) |

- 1) Ce poste se compose d’une charge hors trésorerie comptabilisée dans le cadre de l’émission d’options sur actions et autres attributions à nos employés et administrateurs aux termes de nos régimes d’intéressement à base de titres de capitaux propres, et des charges sociales en trésorerie qui s’y rapportent, étant donné que ces charges sont directement imputables à la rémunération à base d’actions; les charges peuvent comprendre des estimations et sont donc susceptibles de changer. Pour le trimestre clos le 30 juin 2024, la charge de rémunération à base d’actions se chiffrait à 11 328 \$ (charge de 17 823 \$ en juin 2023), et les charges sociales qui s’y rapportent correspondaient à une charge de 346 \$ (charge de 910 \$ en juin 2023). Ces montants sont inclus dans le coût direct des produits, les frais généraux et administratifs, les frais de recherche et développement, et les frais de vente et de commercialisation (se reporter à la note 6 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour un complément d’information).
- 2) Ces coûts représentent une portion de la contrepartie versée aux entreprises acquises qui dépend des obligations d’emploi continu de certains membres du personnel clés des entreprises acquises en question, ou de l’atteinte de certains critères de performance.
- 3) Ces frais se rapportent aux honoraires professionnels, juridiques et comptables, aux honoraires de services-conseils et autres honoraires liés à nos premiers appels publics à l’épargne et à nos acquisitions qui n’auraient par ailleurs pas été engagés. Ces coûts sont inclus dans les frais généraux et administratifs.
- 4) Certaines fonctions et la structure de gestion connexe ont été modifiées afin de réaliser des synergies et d’assurer une agilité organisationnelle. Au cours du trimestre clos le 30 juin 2024, nous avons annoncé une réorganisation visant à rationaliser le modèle d’exploitation de la Société tout en continuant de mettre l’accent sur la croissance rentable. Les frais associés à la réorganisation ont été comptabilisés à titre de frais de restructuration (se reporter à la note 14 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour un complément d’information).
- 5) Ces montants représentent les provisions constituées, les montants des règlements et les autres coûts, tels que les honoraires juridiques, engagés à l’égard de certains litiges, déduction faite des montants reçus au titre des assurances et des produits d’indemnisation. Ces montants sont inclus dans les frais généraux et administratifs (se reporter à la note 14 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour un complément d’information).
- 6) Pour les périodes au cours desquelles nous avons présenté une perte ajustée, par suite des pertes ajustées engagées, toutes les actions potentiellement dilutives ont été exclues du calcul de la perte ajustée par action diluée, car leur inclusion aurait eu un effet antidilutif. La perte ajustée par action diluée correspond à la perte ajustée par action – de base pour les périodes au cours desquelles nous avons engagé une perte ajustée. Pour le trimestre clos le 30 juin 2024, puisque l’inclusion des actions potentiellement dilutives dans le nombre moyen pondéré d’actions ordinaires de base et dilué n’aurait pas eu d’incidence sur le résultat ajusté par action de base et dilué, le nombre moyen pondéré d’actions ordinaires de base et dilué n’a pas été ajusté pour tenir compte des actions potentiellement dilutives.

Rapprochement des résultats conformes et non conformes aux IFRS (suite)
Flux de trésorerie disponibles ajustés
(en milliers de dollars américains, non audité)

| | Trimestres clos les | |
|---|----------------------------|-----------------|
| | 30 juin | |
| | 2024 | 2023 |
| | \$ | \$ |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation | (14 233) | (26 090) |
| Frais de développement interne inscrits à l'actif ¹⁾ | (3 269) | (2 285) |
| Entrées d'immobilisations corporelles ²⁾ | (847) | (1 070) |
| Avances de fonds aux commerçants, montant net ³⁾ | 15 379 | 13 233 |
| Flux de trésorerie disponibles ajustés | (2 970) | (16 212) |

- 1) Ces montants représentent les sorties de trésorerie liées aux frais de développement interne inscrits à l'actif, dont la majeure partie est liée au développement de Lightspeed B2B. Ces montants sont inclus dans les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement des tableaux consolidés intermédiaires résumés non audités des flux de trésorerie. Si ces coûts n'étaient pas inscrits à l'actif à titre d'immobilisations incorporelles, ils feraient partie de nos flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation.
- 2) Ces montants représentent les sorties de trésorerie liées aux acquisitions d'immobilisations corporelles. Ils sont inclus dans les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement des tableaux consolidés intermédiaires résumés non audités des flux de trésorerie.
- 3) Ces montants représentent les sorties de trésorerie, notamment le capital avancé, et les entrées de trésorerie, notamment les remboursements de capital et de frais en lien avec les avances de fonds aux commerçants.

Rapprochement des résultats conformes et non conformes aux IFRS (suite)
(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages, non audité)

| | Trimestres clos les | |
|--|---------------------|--------|
| | 30 juin | |
| | 2024 | 2023 |
| | \$ | \$ |
| Marge brute | 108 208 | 87 905 |
| En pourcentage des produits des activités ordinaires | 40,7 % | 42,0 % |
| Ajouter : Rémunération à base d'actions et charges sociales qui s'y rapportent ³⁾ | 742 | 1 853 |
| Marge brute non conforme aux IFRS¹⁾ | 108 950 | 89 758 |
| Marge brute non conforme aux IFRS en pourcentage des produits des activités ordinaires ²⁾ | 40,9 % | 42,9 % |
| Frais généraux et administratifs | 31 856 | 24 944 |
| En pourcentage des produits des activités ordinaires | 12,0 % | 11,9 % |
| Déduire : Rémunération à base d'actions et charges sociales qui s'y rapportent ³⁾ | 4 300 | 6 181 |
| Déduire : Frais liés aux transactions ⁴⁾ | 685 | 609 |
| Déduire : Provisions pour litiges ⁵⁾ | 6 053 | 9 |
| Frais généraux et administratifs non conformes aux IFRS¹⁾ | 20 818 | 18 145 |
| Frais généraux et administratifs non conformes aux IFRS en pourcentage des produits des activités ordinaires ²⁾ | 7,8 % | 8,7 % |
| Frais de recherche et développement | 27 471 | 34 035 |
| En pourcentage des produits des activités ordinaires | 10,3 % | 16,3 % |
| Déduire : Rémunération à base d'actions et charges sociales qui s'y rapportent ³⁾ | 3 175 | 8 376 |
| Frais de recherche et développement non conformes aux IFRS¹⁾ | 24 296 | 25 659 |
| Frais de recherche et développement non conformes aux IFRS en pourcentage des produits des activités ordinaires ²⁾ | 9,1 % | 12,3 % |
| Frais de vente et de commercialisation | 57 070 | 55 288 |
| En pourcentage des produits des activités ordinaires | 21,4 % | 26,4 % |
| Déduire : Rémunération à base d'actions et charges sociales qui s'y rapportent ³⁾ | 3 457 | 2 323 |
| Frais de vente et de commercialisation non conformes aux IFRS¹⁾ | 53 613 | 52 965 |
| Frais de vente et de commercialisation non conformes aux IFRS en pourcentage des produits des activités ordinaires ²⁾ | 20,1 % | 25,3 % |

1) Mesure non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures et ratios non conformes aux IFRS ».

2) Ratio non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures et ratios non conformes aux IFRS ».

3) Ce poste se compose d'une charge hors trésorerie comptabilisée dans le cadre de l'émission d'options sur actions et autres attributions à nos employés et administrateurs aux termes de nos régimes d'intéressement à base de titres de capitaux propres, et des charges sociales en trésorerie qui s'y rapportent, étant donné que ces charges sont directement imputables à la rémunération à base d'actions; les charges peuvent comprendre des estimations et sont donc susceptibles de changer. Pour le trimestre clos le 30 juin 2024, la charge de rémunération à base d'actions s'est élevée à 11 328 \$ (charge de 17 823 \$ en juin 2023), et les charges sociales qui s'y rapportent correspondaient à une charge de 346 \$ (charge de 910 \$ en juin 2023). Ces montants sont inclus dans le coût direct des produits, les frais généraux et administratifs, les frais de recherche et développement, et les frais de vente et de commercialisation (se reporter à la note 6 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour un complément d'information).

4) Ces frais se rapportent aux honoraires professionnels, juridiques et comptables, aux honoraires de services-conseils et autres honoraires liés à nos premiers appels publics à l'épargne et à nos acquisitions, qui n'auraient par ailleurs pas été engagés. Ces coûts sont inclus dans les frais généraux et administratifs.

5) Ces montants représentent les entrées et sorties de trésorerie au titre des provisions constituées, des montants des règlements et les autres coûts, tels que les honoraires juridiques engagés à l'égard de certains litiges, déduction faite des montants reçus au titre des assurances et des produits d'indemnisation. Ces montants sont inclus dans les frais généraux et administratifs (se reporter à la note 14 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour un complément d'information).